

Brochure n° 3604

Convention collective nationale

IDCC : 7005. – **CAVES COOPÉRATIVES VINICOLES
ET LEURS UNIONS**

AVENANT N° 61 DU 5 JUIN 2007

NOR : *AGRS0797146M*

IDCC : *7005*

Entre :

La confédération des coopératives vinicoles de France (CCVF) ;

D'une part, et

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes (FGTA) FO ;

Le syndicat national, ingénieurs, cadres et techniciens FO ;

La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFDT ;

La fédération de l'agriculture (Agri) CFTC ;

L'union nationale des syndicats autonomes (UNSA) agriculture, agroalimentaire ;

Le syndicat national des cadres de coopératives agricoles et SICA (SNCOA) CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 31 « Jours fériés » est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation aux dispositions figurant au 1^{er} alinéa, un salarié affecté au caveau de vente ou assurant une animation sur une foire ou un salon peut travailler un jour férié, à l'exception toutefois du 1^{er} janvier, du 1^{er} Mai et du jour de Noël. L'employeur doit respecter les conditions suivantes :

- être en présence d'un salarié volontaire ;
- convenir en accord avec le salarié concerné des contreparties dont ce dernier bénéficiera, ces contreparties se cumulant avec toutes autres majorations, notamment celles pour heures supplémentaires ;

- formaliser les conditions de son intervention dans un document ;
- prévenir le salarié au moins 15 jours à l’avance.

Le travail pendant un jour férié ouvre droit, au choix du salarié :

- soit à une majoration de 50 % du salaire et à un repos de 100 % ;
- soit à une majoration de 100 % du salaire ;
- soit à un repos de 150 %.

Il ne peut être dérogé par accord collectif d’entreprise aux dispositions ci-dessus que dans un sens plus favorable. Les présentes dispositions :

- ne se cumulent pas avec des mesures prises par une entreprise sur le même thème et dans un sens plus favorable ;
- ne suppriment pas ou ne remplacent pas tout accord d’entreprise existant et plus favorable. »

Article 2

Les parties signataires demandent l’extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 5 juin 2007.

(Suivent les signatures.)